

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

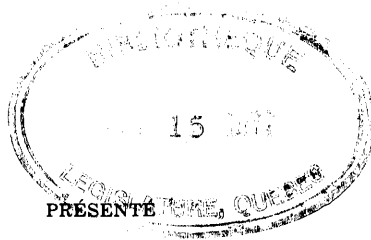
TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

DEUXIÈME SESSION

Projet de loi n° 77

Loi modifiant la Loi des tribunaux
judiciaires et la Loi sur les jurés

Première lecture



Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la justice

CHARLES-HENRI DUBÉ, ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1977

Projet de loi n° 77

Loi modifiant la Loi des tribunaux
judiciaires et la Loi sur les jurés

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

L'article 21 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), remplacé par l'article 1 du chapitre 7 des lois de 1966, l'article 2 du chapitre 18 des lois de 1966/1967, l'article 1 du chapitre 15 des lois de 1968 et l'article 1 du chapitre 14 des lois de 1971, modifié par l'article 3 du chapitre 11 des lois de 1972 et l'article 1 du chapitre 13 des lois de 1973 et remplacé par l'article 13 du chapitre 11 des lois de 1974, l'article 1 du chapitre 10 des lois de 1975 et l'article 1 du chapitre 8 des lois de 1976, est de nouveau remplacé par le suivant:

[[«**21.** La Cour supérieure, qui est un tribunal d'archives, est composée de cent neuf juges, savoir: un juge en chef, un juge en chef associé, un juge en chef adjoint et cent six juges puînés.

Elle est en outre composée d'au plus cent neuf juges surnuméraires régis par la Loi sur les juges (Statuts du Canada). La résidence d'un tel juge est celle qu'il avait avant de devenir juge surnuméraire.»]]

Art. 2

L'article 27 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 7 des lois de 1966, l'article 3 du chapitre 18 des lois de 1966/1967, l'article 2 du chapitre 15 des lois de 1968, l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1970, l'article 6 du chapitre 8 et l'article 2 du chapitre 14 des lois de 1971, l'article 7 du chapitre 13 des lois de 1973, l'article

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet de loi augmente de deux le nombre de juges à la Cour supérieure.

L'article 2 est de concordance; il permet également de modifier le lieu de résidence d'un juge de la Cour supérieure.

L'article 3 crée une juridiction concurrente.

L'article 4 augmente la pension des juges admis à la retraite depuis le 1^{er} janvier 1977 en concordance avec le chapitre 8 des lois de 1976.

Les articles 5 et 6 modifient la Loi sur les jurés quant à l'incapacité de ceux-ci et interdisent à un employeur de congédier ou de modifier les conditions de travail d'un employé pour le motif qu'il est assigné ou agit comme juré.

14 du chapitre 11 des lois de 1974, l'article 4 du chapitre 10 des lois de 1975 et par l'article 3 du chapitre 8 des lois de 1976, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 3° du premier alinéa par le suivant:

«3° Pour le district de Saint-François, avec résidence dans la cité de Sherbrooke ou dans le voisinage immédiat de cette cité, trois juges;»;

b) par le remplacement du paragraphe 7° du premier alinéa par le suivant:

«7° Pour les districts de Hull, Labelle et Pontiac, avec résidence à Hull, quatre juges;»;

c) par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur recommandation du ministre de la justice et avec l'assentiment du juge en chef, autoriser un juge à résider à un endroit autre que celui prévu par le présent article.»

Art. 3

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 59*d*, de la sous-section et de l'article suivants:

« § 9.—*Dispositions relatives aux districts judiciaires de Bedford et de Saint-Hyacinthe*

«**59e.** Les tribunaux, les juges de ces tribunaux et les juges de paix siégeant dans le district judiciaire de Bedford ont juridiction concurrente avec ceux du district judiciaire de Saint-Hyacinthe suivant leur compétence respective dans les affaires civiles, criminelles et pénales, sur le territoire des municipalités de la ville de Saint-Césaire, du village d'Ange-Gardien et des paroisses de Saint-Ange-Gardien, de Saint-Césaire et de Saint-Paul d'Abbotsford.»

Art. 4

L'article 7 de la Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires (1976, chapitre 8) est modifié par l'insertion, après le quatrième alinéa, du suivant:

[[«De plus, un juge mentionné au premier alinéa, qui est admis à la retraite après le 31 décembre 1976, bénéficie de l'augmentation prévue par le quatrième alinéa dès sa mise à la retraite.»]]

Art. 5

L'article 4 de la Loi sur les jurés (1976, chapitre 9) est modifié par l'addition, après le paragraphe *j*, du suivant:

«*k*) dans les districts judiciaires de Mingan, de Gaspé, d'Abitibi, sauf, dans ce dernier cas, dans les territoires d'Abitibi, de Mistassini et du Nouveau-Québec, une personne qui n'est pas domiciliée dans une municipalité située entièrement ou partiellement dans un rayon de soixante kilomètres du chef-lieu du district judiciaire ou de tout autre endroit autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément aux articles 46 ou 61 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20).»

Art. 6

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 46, du suivant:

«**46a.** Il est interdit à un employeur de congédier, de suspendre ou de mettre à pied un employé ou de modifier ses conditions de travail autres que la rémunération, pour le motif que ce dernier est assigné ou agit comme juré.»

Art. 7

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.